

Iran : un processus révolutionnaire démocratique, social et féministe

mercredi 1er mars 2023, par [KIA Babak](#) (Date de rédaction antérieure : 28 février 2023).

Sommaire

- [La contre-révolution s'organise](#)
- [Soutien aux organisations \(...\)](#)

Alors que le soulèvement « Femme, Vie, Liberté » entre dans son 6^e mois, la République Islamique plonge chaque jour davantage dans une crise économique et sociale profonde. La chute de la monnaie nationale semble sans fin.

Les mobilisations de la population contre le coût de la vie se multiplient. Si les grèves politiques en soutien au soulèvement ne se sont pas développées pour le moment, celles pour réclamer le versement des arriérés de salaires (parfois jusqu'à 4 mois de retard) ou pour dénoncer les conditions de travail et pour exiger des augmentations de salaires sont quotidiennes.

Dans le même temps, la répression toujours aussi féroce se poursuit. Ainsi, le régime a, le 22 février, annoncé l'exécution d'Arash Ahmadi, un militant kurde de 29 ans accusé d'avoir assassiné un policier en 2018. Les lourdes peines contre les manifestantEs et contestataires continuent d'être prononcées.

Face à cela la contestation du régime prend des formes multiples, moins spectaculaires mais permanentes. Manifestations de masse tous les vendredis dans la région du Sistan-Baloutchistan et notamment à Zahedan, slogans nocturnes dans les quartiers populaires des grandes villes, actions de rues au Kurdistan, l'agitation ne cesse pas.

La contre-révolution s'organise depuis l'extérieur du pays

C'est dans ce contexte que, de l'extérieur du pays, les oppositions de droite et monarchistes tentent de dévoyer le mouvement « Femme, Vie, Liberté », et cela avec l'aide des chancelleries occidentales.

L'Université de Georgetown a organisé récemment un colloque avec l'ensemble des leaders de cette opposition bourgeoise, autoritaire et réactionnaire dont Reza Pahlavi, fils du dernier Chah. Ce dernier avait été également invité à prendre la parole lors de la conférence de Munich sur la sécurité qui s'est tenue du 17 au 19 février dernier. En marge de cette conférence, Emmanuel Macron a mis en scène sa rencontre avec Masih Alinejad, l'amie de Trump. Reza Pahlavi a également été invité à s'exprimer au Sénat français le 20 février dernier.

A aucun moment Reza Pahlavi n'a condamné les crimes de son père et de la monarchie iranienne. Par contre il n'hésite pas à dire régulièrement « qu'il faudra s'appuyer sur des membres de Gardiens de la révolution et des bassidjis pour assurer la sécurité durant la future période transition ». Ceux-là même qui depuis 44 ans torturent, violent et tuent les manifestantEs et les prisonnierEs politiques.

Soutien aux organisations indépendantes et réseaux militants de l'intérieur !

En première ligne dans la lutte contre la République Islamique, une vingtaine d'organisations syndicales et civiles indépendantes de l'intérieur ont, le 15 février dernier, publié une déclaration et une plateforme revendicative importante.(1)

Ces organisations ont été rejointes dans leur démarche par de nombreuses associations étudiantes, universitaires et par des réseaux militants du pays.

Ce texte lie les revendications démocratiques (abolition de la peine de mort, de la torture, liberté d'organisation...), féministes, LGBTQI+, écologistes, sociales ainsi que de défense des minorités nationales et religieuses.

- La déclaration réclame la saisie des biens accaparés les dignitaires du régime et dénoncent les privations de liberté subies par les IranienEs tant sous le régime monarchique que durant les 44 dernières années.
- Ce manifeste exige notamment l'instauration d'une démocratie radicale, par en bas. Il constitue un appel à lutter pour un projet radical de transformation sociale.

Ces revendications sont bien sûr incompatibles avec le régime dictatorial actuel, mais elles le sont aussi avec le projet réactionnaire, libéral, patriarcal, grand perse et autoritaire porté par Reza Pahlavi et consort. D'ailleurs, les réseaux monarchistes ont attaqué violemment ce manifeste.

Il est du devoir des militantEs anticapitalistes et révolutionnaires de soutenir l'expression radicale et la lutte contre la République Islamique. Il est aussi du devoir de la gauche radicale de dénoncer les menées impérialistes des grandes puissances et des forces réactionnaires iraniennes. L'issue du soulèvement en cours est déterminant pour l'ensemble des peuples qui luttent contre les fondamentalismes religieux, les Etats autoritaires et dictatoriaux , ainsi que contre les puissances impérialistes.

Note :

1. <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65717>

P.-S.

Article paru dans l'Anticapitaliste hebdo et le site du NPA